

OFII

OFFICE FRANÇAIS DE L'IMMIGRATION ET DE L'INTÉGRATION



Créé par l'ordonnance du 2 novembre 1945 signée par le Général de Gaulle qui a donné naissance à l'Office National d'Immigration, l'établissement s'est adapté en fonction de l'évolution de l'immigration légale en France, changeant de nom – ONI, OMI, ANAEM, OFII – et réorientant ses priorités.



L'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII) est un établissement public administratif placé sous la tutelle du Ministère de l'Intérieur en charge de l'immigration légale. Il a cinq missions principales :

- **L'accueil et l'accompagnement des demandeurs d'asile**
- La **gestion des procédures** de l'immigration régulière (familiale, professionnelle, étudiante...) aux côtés ou pour le compte des préfectures et des postes diplomatiques et consulaires
- **L'accueil et l'intégration** des immigrés autorisés à séjourner durablement en France et signataires à ce titre d'un contrat d'intégration républicaine avec l'Etat
- **L'aide au retour volontaire et à la réinsertion** des étrangers, en fin de droit ou en situation irrégulière, dans leur pays d'origine
- L'émission de l'avis médical dans le cadre de la **procédure d'autorisation de séjour pour raisons de santé**.

L'OFII est composé d'une administration centrale, de 31 directions territoriales (28 métropolitaines et 3 en Outre-mer) et de 7 représentations à l'étranger.

Au 31 décembre 2017, les effectifs de l'OFII s'établissaient à 990 ETP.

L'accueil et l'accompagnement des demandeurs d'asile

La loi du 29 juillet 2015, portant réforme de l'asile, confie à l'OFII une mission de coordination du dispositif d'accueil et d'hébergement des demandeurs d'asile.

Dans le cadre des guichets uniques, les services compétents de l'OFII présentent les conditions matérielles d'accueil aux demandeurs d'asile. Ils évaluent leurs besoins spécifiques d'accueil (détection des vulnérabilités) en vue d'adapter les conditions de leur prise en charge.

L'établissement organise également les entrées et sorties des demandeurs d'asile dans les lieux d'hébergement relevant du dispositif national d'accueil des demandeurs d'asile et des réfugiés et assure un suivi du fonctionnement de ce dispositif.

Par ailleurs, l'OFII organise le versement de l'allocation pour demandeurs d'asile (ADA). Le montant de cette allocation, versée pendant la durée de l'instruction de la demande d'asile, est déterminé en fonction de la composition familiale du demandeur, de ses ressources et de la situation au regard de l'hébergement.

Enfin, l'OFII participe, en lien avec les autorités locales, françaises, les agences européennes et les ONG, aux différentes opérations spécifiques liées à la pression migratoire et aux mesures prises aux niveaux européen et français pour y faire face (relocalisation depuis la Grèce et l'Italie, évacuation de campements informels et de mise à l'abri des demandeurs d'asile, etc.).



L'immigration

L'OFII est guichet unique pour le dépôt des dossiers de regroupement familial qui permet au ressortissant étranger résidant régulièrement sur le territoire français depuis au moins 18 mois, sous certaines conditions de logement et de ressources, d'être rejoint par son conjoint et ses enfants mineurs.

L'OFII fait passer une visite médicale de prévention au bénéfice de certaines catégories d'étrangers admis à séjourner en France pour une durée supérieure à 3 mois.

Une fois arrivé en France, l'étranger titulaire d'un visa long séjour valant titre de séjour (VLS-TS) doit le faire valider par l'OFII.

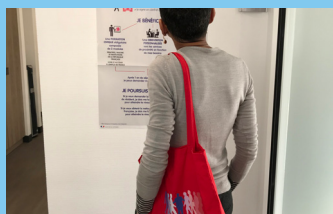
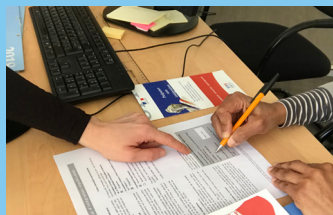
L'OFII assure une mission d'accompagnement social et de préparation au départ des étrangers placés dans les centres de rétention administrative.

En matière de lutte contre l'immigration irrégulière, l'OFII est chargé de liquider les contributions spéciales et forfaitaires (sanctions administratives financières prises à l'encontre des employeurs de ressortissants étrangers non autorisés à travailler en France et éventuellement en situation irrégulière au regard du séjour).



L'accueil et intégration

La Loi relative au droit des étrangers en France, promulguée le 7 mars 2016, entérine la réforme de la politique d'accueil et d'intégration des étrangers admis pour la première fois au séjour en France (étrangers primo-arrivants) y compris le public réfugié.



A compter du 1er juillet 2016, l'étranger admis pour la première fois au séjour en France et qui souhaite s'y maintenir durablement s'engage dans un parcours personnalisé d'intégration républicaine.

Il conclut avec l'Etat un contrat d'intégration républicaine (CIR), socle de son parcours, par lequel il s'engage à suivre les formations prescrites suite à l'entretien individuel et personnalisé avec un auditeur de l'OFII.

Une évaluation de ses besoins est réalisée, afin de lui prescrire des formations et de l'orienter, selon sa situation individuelle.

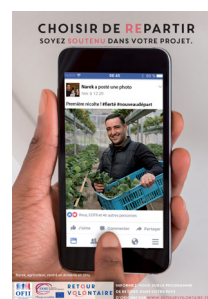
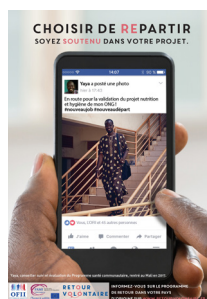
Il bénéficie alors d'une formation civique portant sur les valeurs de la République, d'un test de positionnement linguistique pour déterminer son niveau en langue française et si nécessaire d'une formation linguistique dont les besoins et la durée sont définis en référence au niveau de la langue A1 du Cadre européen commun de référence pour les langues (CECRL).

Les aides au retour volontaire et à la réinsertion

Dans certains pays, en complément des aides au retour, une aide à la réinsertion peut être proposée aux étrangers afin d'y faciliter et favoriser leur réinstallation durable.

Le dispositif s'articule autour de 3 niveaux d'aide (réinsertion sociale, par l'emploi et par la création d'entreprise). Il est, en 2018, opérationnel dans 29 pays.

Les ressortissants étrangers en situation irrégulière peuvent bénéficier d'une aide au retour de l'OFII incluant l'organisation du voyage pour le bénéficiaire et sa famille avec la possibilité d'une aide financière qui diffère selon si les ressortissants de ces pays sont ou non soumis à visa.



L'admission au séjour des étrangers malades

La loi du 7 mars 2016 a confié à l'OFII le soin d'émettre un avis médical auprès du préfet sollicité par l'étranger qui souhaite obtenir un titre de séjour pour des raisons de santé.

Cet avis est rendu par l'intermédiaire d'un collège de 3 médecins de l'OFII, à l'aide d'une base de données internationales sur la santé des pays d'origine (BISPO) et après réalisation d'un examen médical en direction territoriale, le cas échéant.



Chiffres clés de l'année 2017



ACCUEIL DES DEMANDEURS D'ASILE

97 549 demandeurs d'asile
(hors mineurs accompagnants, réexamens
compris) enregistrés en guichet unique



ALLOCATION POUR DEMANDEURS D'ASILE

81 000 ménages bénéficiaires
29 M€ Montant mensuel moyen versé
361€ Montant mensuel moyen versé par ménage



REGROUPEMENT FAMILIAL

18 487 dossiers déposés



VISITES MÉDICALES

69 509
personnes ont bénéficié d'une visite médicale



AIDES AU RETOUR VOLONTAIRE ET A LA REINSERTION

7 114
personnes sont retournées dans leur pays
d'origine avec une aide de l'OFII
1 899
aides à la réinsertion accordées



DISPOSITIF NATIONAL D'ACCUEIL DES DEMANDEURS D'ASILE

77 182 places d'hébergement
77 262 entrées et **54 941** sorties



RELOCALISATIONS

2 142 personnes relocalisées,
1981 en provenance de la Grèce et **161** de l'Italie



VISA LONG SÉJOUR VALANT TITRE DE SÉJOUR (VLS-TS)

110 066 validés



ACCUEIL ET INTEGRATION

103 184 CIR signés (- 2,8 %)
53,5 % des signataires orientés vers une
formation linguistique



ETRANGERS MALADES

44 309 demandes reçues
52,7% d'avis favorables



PATRIMOINE IMMOBILIER

54 sites
dont 46 en France et 8 à l'étranger représentant
28 768 m2



BUDGET ANNUEL

198 M€



EFFECTIFS (En exécution) **990 ETP**

au 31/12/2017 (945 au 31/12/2016)